Le pouvoir aux travailleurs

23 NOVEMBRE 2018

N° 260

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

L'explosion qui a coûté la vie à quatre travailleurs

Éditorial

MALI, BURKINA FASO, NIGER … FACE AU TERRORISME
ICI COMME AILLEURS, L'ARMÉE N'EST PAS LÀ POUR NOUS DÉFENDRE
MAIS POUR NOUS TERRORISER Page 3 - 4

KING-IVOIRE :
QUATRE TRAVAILLEURS MORTS POUR LE PROFIT CAPITALISTE Page 5

ILS VEULENT NOUS PRÉSENTER DES VESSIES POUR DES LANTERNES ! Page 8

LE CASSE-TÊTE DU TRANSPORT À ABIDJAN Page 10 - 11

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- MALI, BURKINA FASO, NIGER … FACE AU TERRORISME ICI COMME AILLEURS, L'ARMÉE N'EST PAS LÀ POUR NOUS DÉFENDRE MAIS POUR NOUS TERRORISER	3 - 4
- KING-IVOIRE : QUATRE TRAVAILLEURS MORTS POUR LE PROFIT CAPITALISTE ……	5
- QUATRIÈME PONT : C'EST AUX TRAVAILLEURS D'EXIGER DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL ….....	6
- GRÈVE DES AGENTS HOSPITALIERS : CE N'EST QUE PARTIE REMISE …….	6
- UNE AUGMENTATION DE LA PRIME DE TRANSPORT QU'IL FAUDRA FAIRE CONNAÎTRE ET FAIRE APPLIQUER !……..	7
- ILS VEULENT NOUS PRÉSENTER DES VESSIES POUR DES LANTERNES !…….....	8
- NOUS NE DEMANDONS PAS L'AUMONE ! ……	8
- LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION : DES BLABLAS !.....	9
- ATTENTION : NOUVEAU RACKET ?…….....	9
- MAIN D'ŒUVRE GRATUITE POUR LES CAPITALISTES !…….....	9
- IMPÔTS : LE GOUVERNEMENT SAIGNE LE PAUVRE POUR ENGRAISSER LE RICHE ! …….	10
- LA FRAUDE FAIT PARTIE INTÉGRANTE DU SYSTÈME ! …….	10
- LE CASSE-TÊTE DU TRANSPORT À ABIDJAN ……..	10 - 11
- LES ROBINETS D'EAU SONT À SEC DANS CERTAINS QUARTIERS D'ABOBO	11
- LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS, C'EST DU PIPEAU ……..	11 - 12
- ON NE PEUT CACHER LE SOLEIL AVEC UN DOIGT ……	12
- RAVALER LES FAÇADES, ÇA PEUT RAPPOTER GROS ! ……..	12

MALI, BURKINA FASO, NIGER … FACE AU TERRORISME
ICI COMME AILLEURS, L'ARMÉE N'EST PAS LÀ POUR NOUS DÉFENDRE
MAIS POUR NOUS TERRORISER

La multiplication des attaques terroristes au Mali et Burkina Faso inquiète de plus en plus les dirigeants des pays sahéliens et plus généralement ceux de l'ensemble de l'Afrique de l'ouest. En l'espace de quelques jours, plusieurs dizaines de soldats maliens et burkinabè ont perdu la vie lors des embuscades tendues par des combattants se déplaçant d'une frontière à l'autre.

Le nombre de réfugiés, tant au Mali qu'au Burkina Faso, est en augmentation. Selon le CICR (Comité International de la Croix Rouge), rien qu'à l'intérieur du Burkina Faso, leur nombre est passé de 200 000 à plus d'un demi-million, entre janvier et novembre 2019. Au Mali aussi, les grandes villes situées au sud du pays ont vu leurs populations gonfler de plusieurs dizaines de milliers de personnes en l'espace de quelques mois, tandis que de nombreux villages situés au Centre et au Nord sont abandonnés.

Ceux qui ont des familles installées dans les grandes villes situées loin des zones de combats, essayent de les rejoindre. Les autres sont obligés de se débrouiller comme ils peuvent en se réfugiant dans des camps de fortune, dans l'indifférence totale des autorités.

Dans le centre du Mali ainsi que dans certaines localités du nord, les écoles publiques sont fermées depuis plusieurs mois à cause des agressions et des menaces de mort proférées par les islamistes à l'encontre des enseignants qui enseigneraient d'autres matières que le Coran. Ceux-ci ont fait la grève pour demander plus de protection, mais ils n'ont rien obtenu de l'État malien, lui qui n'arrive même pas à protéger ses propres casernes dans ces régions.

Aucun État de cette vaste région de l'Afrique sahélienne et subsahélienne qui va du Nigéria au Mali, en passant par le Cameroun et le Tchad, ne peut se croire à l'abri de ces bandes armées inspirées par un djihadisme teinté d'anti-occidentalisme et de gangstérisme. L'augmentation de la misère et de la pauvreté poussent toujours plus de gens dans leurs bras. À cela s'ajoute le fait que les populations craignent parfois plus la proximité des armées officielles que celle de ces bandes armées. En effet, lorsque les habitants des petites localités rencontrent des militaires ou des gendarmes mobiles sur leur chemin, c'est rarement pour les protéger mais très souvent pour les racketter et les agresser. Le nombre de morts qu'ils laissent sur leur passage est parfois plus important que les victimes des terroristes.

Les dirigeants maliens et burkinabè, les deux pays actuellement les plus touchés, multiplient les appels de secours en direction des grandes

puissances, de l'ONU, des pays voisins et des donateurs financiers. Le gouvernement malien dit qu'il consacre déjà 20% de son budget dans les dépenses militaires et que cela ne lui suffit pas. Mais ce qu'on voit surtout dans ce pays, c'est le nombre impressionnant de généraux et autres galonnés de haut rang, se distinguant plus par leur train de vie de nabab que par leur bravoure devant les groupes armés. Ce sont aussi des soldats qui détalent devant un petit groupe d'assaillants en abandonnant armes, munitions et véhicules.

Tout dernièrement s'est tenu à Dakar un sommet au cours duquel les dirigeants maliens, burkinabè et nigériens ont renouvelé ces appels. Certains pays comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, entre autres, ont fait un geste de solidarité en leur direction sous la forme d'envoi de nouveaux contingents. (Ce qui portera le nombre total de soldats ivoiriens à environ un millier sur le sol malien, selon les autorités ivoiriennes).

De son côté, le représentant de l'ONU a prévu de renforcer la Minusma (Mission des Nations Unies pour le Mali) et de l'orienter vers des opérations plus musclées.

Quant aux dirigeants de l'impérialisme français, ils ont prétendu que la force Barkhane qui agit au Mali et le G5-Sahel dans une zone encore plus vaste, sont destinés à protéger les populations. Ce n'est qu'une tromperie car ce qui motive l'impérialisme français c'est avant tout la défense de ses intérêts géostratégiques. Cette vaste zone sahélienne et ouest africaine fait partie de sa chasse gardée. Les intérêts de la bourgeoisie française, entre autres, y sont considérables mais elle ne peut pas trop compter sur les armées de ses serviteurs locaux pour les défendre.

Ces armées ne sont pas faites en effet, pour faire la guerre au terrorisme, ni même pour faire la guerre tout court, mais simplement pour terroriser et réprimer leurs propres peuples en cas de révoltes contre le pouvoir et contre les exploiteurs. Sans cette force de répression, les États africains ne peuvent pas maintenir l'écrasante majorité de leurs populations dans la misère.

En dehors des périodes de révoltes populaires, l'activité principale de ces armées consiste surtout à parader, à racketter et à agresser les petites gens. Elles peuvent peut-être impressionner les habitants par temps calme, mais certainement pas les terroristes islamistes et autres qui ne craignent pas de perdre leur vie.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

KING-IVOIRE :
QUATRE TRAVAILLEURS MORTS POUR LE PROFIT CAPITALISTE

L'explosion d'un four à King Ivoire, une entreprise située dans la zone industrielle de Yopougon, a causé la mort de quatre travailleurs et en a blessé gravement sept autres. Cet accident tragique met au grand jour les conditions déplorables dans lesquels la direction de cette entreprise fait travailler les ouvriers.

Cette entreprise fabrique du matériel de construction comme les fers à béton, les poutres et autres pièces en fer. Elle dispose d'une fonderie dans laquelle elle fait fondre du fer à partir de fers usagers. C'est une entreprise dangereuse où les risques pour les travailleurs sont nombreux alors qu'ils ne sont pas suffisamment protégés.

La plupart des travailleurs sont recrutés par l'intermédiaire de sous-traitants. Le salaire est très bas, il n'y a pas de matériel de protection, pas de déclaration à la CNPS, pas d'assurance maladie. Dans cette usine, les accidents sont monnaie courante, mais le patron trouve toujours le moyen de s'en laver les mains en se déchargeant sur le sous-traitant.

Les équipements sont vétustes et rarement entretenus. Il n'y a pas d'infirmerie digne de ce nom, pas plus qu'il n'y a d'ambulance pour des éventuelles évacuations. Lorsque l'accident s'est produit en pleine nuit, on était obligé d'aller chercher des taxis pour évacuer les blessés. Le patron parle de prise en charge des blessés, mais tout le monde sait que lorsque l'affaire se tassera un peu, les travailleurs seront livrés à eux-mêmes.

Ces ouvriers ont ainsi payé de leur vie l'avidité du patron; d'autres resteront peut-être handicapés à vie. Le plus révoltant c'est que ce patron s'en sort sans poursuite.

La direction de cette entreprise a même eu le culot d'organiser une conférence de presse où, pour minimiser la gravité de l'accident, elle annonçait deux morts au lieu de quatre. Elle a raconté des salades sur le respect des normes de sécurité, etc. Et toute cette presse à plat ventre devant le patronat s'est mise à répéter des balivernes comme des perroquets.

Il est temps que les travailleurs s'organisent pour exiger du patronat plus de sécurité dans les entreprises. Notre vie en dépend.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

QUATRIÈME PONT : C'EST AUX TRAVAILLEURS D'EXIGER DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les travaux du quatrième pont reliant Yopougon au Plateau, ont été lancés à coup de campagne médiatique de grande envergure. Mais les conditions des travailleurs qui vont pourtant construire ce pont sont peu reluisantes.

Comme sur la plupart des chantiers de ce pays, les travailleurs sont recrutés par l'entremise d'une société de placement. C'est le moyen le plus sûr pour les patrons de se désengager en cas de problème sur le chantier. Il n'y a pas de bulletin de paye, pas de déclaration à la CNPS, pas de prise en charge maladie, pas de matériel de protection adéquats, il n'y a rien !

Le patron paye des salaires de misère : 2500 F pour les manœuvres, autour de 4000 F pour les ouvriers. C'est-à-dire en dessous des salaires officiels qui sont déjà bien inférieurs à ce qu'il faudrait pour vivre décemment de son travail. De plus, ce salaire n'est pas régulier ; Il faut accumuler deux ou trois quinzaines avant que l'une soit payée.

Un coup de colère va peut-être le surprendre bien avant que son pont soit réalisé.

GRÈVE DES AGENTS HOSPITALIERS : CE N'EST QUE PARTIE REMISE

Des agents de santé ont observé un arrêt de travail du 11 au 13 novembre dernier. Ils réclament de meilleurs salaires à travers la revalorisation des primes de risque et des primes de logement. Ils exigent aussi la régularisation en bonne et due forme de la situation de plusieurs de leurs collègues qui ont fait deux ans de travail sans salaire. Ils réclament par la même occasion de meilleures conditions de travail, c'est-à-dire l'équipement des hôpitaux en matériels de soin adéquats et en médicaments de première nécessité.

Dès l'entame de la grève, le gouvernement, plutôt que de régler ces problèmes qui sont portant réels, a répondu par la répression et des menaces en tous genres. Au CHU de Treichville par exemple, les forces de l'ordre sont intervenues et ont obligé, manu militari, le personnel qu'ils ont trouvé sur place à reprendre le travail. Malgré toutes ces pressions, nombreux sont les travailleurs qui ont tenu bon.

Certes, ils ont fini par reprendre le travail, mais les problèmes qui les ont poussés à la grève demeurent. Il suffira d'une étincelle pour que le feu se rallume. Souhaitons que les travailleurs trouvent les moyens d'étendre leur mouvement à d'autres secteurs pour lui donner plus de force. Car les problèmes sont les mêmes partout.

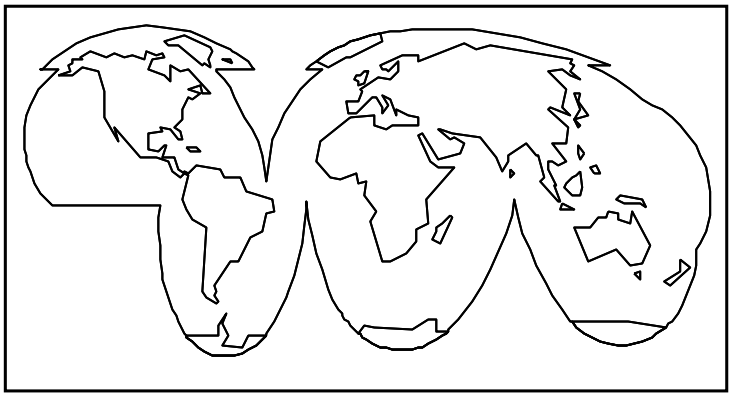
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UNE AUGMENTATION DE LA PRIME DE TRANSPORT QU'IL FAUDRA FAIRE CONNAÎTRE ET FAIRE APPLIQUER !

Le gouvernement, les syndicats des travailleurs et du patronat, ont annoncé un accord sur une augmentation de 5000 F de la prime de transport des travailleurs. Cette mesure qui a pris effet depuis le mois d'août, porte de 25 000 à 30 000 F cette prime à Abidjan.

Comme d'habitude, nombre de patrons feront la sourde oreille mais il faudra les remuer un peu pour les amener à appliquer cette décision.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

ILS VEULENT NOUS PRÉSENTER DES VESSIES POUR DES LANTERNES !

À longueur de journées, les gens du gouvernement prétendent « *lutter contre la pauvreté* ». À les croire, ce serait leur principale préoccupation. Pourtant, depuis neuf ans que ces gens sont au pouvoir, les riches se sont enrichis comme jamais auparavant. À l'inverse, les travailleurs et la grande majorité de la population continuent de s'appauvrir.

Comment peut-il en être autrement, quand on sait que les salaires des travailleurs sont bloqués depuis des années, alors que le coût de la vie ne cesse de monter. De nombreuses familles sont aujourd'hui obligées de se regrouper pour partager un même logement afin d'économiser dans l'argent du loyer.

Un gouvernement réellement soucieux de combattre la pauvreté prendrait comme première mesure d'urgence, l'augmentation générale des salaires, à commencer par les plus bas. Mais ça, il ne faut pas l'attendre de ceux qui sont au pouvoir et qui ne font que palabrer sur la pauvreté tout en gavant les exploiteurs et les nantis.

NOUS NE DEMANDONS PAS L'AUMONE !

Le gouvernement dit avoir distribué en 2019, la somme de 13 milliards de francs en espèce par « *transfert money* » à 50 000 « *bénéficiaires* », à raison de 65 000 francs par trimestre. Ce qui revient à un peu plus de 20 000 francs par mois et par famille bénéficiaire, c'est-à-dire à une toute petite minorité.

Sans oublier que cette distribution s'est probablement faite selon la tête du client, voire, peut-être sous la condition tacite d'un engagement à voter pour le candidat du pouvoir lors des prochaines élections.

En tous cas, il faut que le gouvernement soit de bien mauvaise foi pour prétendre qu'avec une telle aumône il lutte contre la pauvreté.

Par contre, l'opérateur téléphonique qui a été choisi pour effectuer ces transferts, lui, il a empoché un pactole de 388 millions de francs dans cette affaire, selon ses propres chiffres !

L E U R S O C I E T E

LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION : DES BLABLAS !

Kablan Duncan ne sait plus quoi inventer pour faire semblant de s'occuper. Ici, il s'adresse aux députés et leur dit : « *En tant que parlementaire, vous êtes les garants des intérêts des populations… À ce titre, vous êtes donc des partenaires incontournables pour la création d'un environnement propice à l'allaitement… En effet, l'alimentation et la nutrition figurent au nombre des droits fondamentaux* ».

Qu'il aille donc tenir ce genre de discours devant les travailleuses de Darling et aux autres ouvrières de la zone industrielle de Yopougon ! Elles ont certainement des choses plus intelligentes à dire en ce qui concerne l'importance de l'allaitement des bébés, elles qui sont enfermées comme des prisonnières durant toute la journée et qui doivent se contenter d'un salaire de misère. Où sont les « *droits fondamentaux* » ?

ATTENTION : NOUVEAU RACKET ?

Une nouvelle brigade de répression vient d'être mise en place. Il s'agit de la Brigade de l'assainissement et de la salubrité (Bas). Elle a pour mission de lutter « *contre l'incivisme des populations* ». En fait, il s'agit de sévir contre les populations pauvres. Les riches, eux, n'ont rien à craindre de ce côté-là !

La ministre Anne Ouloto a tenu le discours suivant à ces agents: *« je vous engage…à tourner le dos aux mauvaises pratiques, surtout au racket, qui est un véritable fléau et qui a gangréné l'ancienne brigade… Pour cela, le racket doit être totalement et définitivement exclu de votre mode de fonctionnement* ».

Quand on sait que dans les quartiers pauvres, les voiries laissent à désirer et que les poubelles, les WC, les caniveaux sont rares, c'est sûr que les rackets vont se multiplier. Être pauvre c'est déjà être fautif aux yeux des autorités !

MAIN D'ŒUVRE GRATUITE POUR LES CAPITALISTES !

Le gouvernement vient de lancer un projet de financement pour permettre à 150 000 stagiaires d'accéder à des stages en entreprise durant 3 à 12 mois. Ce programme entre dans le cadre de « Ps-Gouv » (programme sociale du gouvernement). Ces stagiaires seront payés entres 15 000 et 45 000 francs par mois. Autant dire que c'est une main-d'œuvre quasi gratuite pour les entreprises capitalistes. Voilà comment le gouvernement prétend faire du social en engraissant les capitalistes.

L E U R S O C I E T E

IMPÔTS : LE GOUVERNEMENT SAIGNE LE PAUVRE POUR ENGRAISSER LE RICHE !

Une entreprise comme Nestlé, qui produit notamment Magie-cube et Nescafé, déclare avoir réalisé un chiffre d'affaires de près de 144 milliards de francs pour l'année 2018 et avoir payé moins de 1,5 milliard d'impôt sur ses revenus. Ce qui représente en gros 1% de son chiffre d'affaires !

En comparaison, un travailleur, qu'il soit en activité ou au chômage, paie 18% d'impôt indirect à l'État sous forme de TVA, en allant effectuer n'importe quel achat chez le commerçant, par exemple, en achetant sa baguette de pain !

LA FRAUDE FAIT PARTIE INTÉGRANTE DU SYSTÈME !

200 tonnes de médicaments de contrebande ont été trouvés dans une villa située non loin du Sénat.

Il est inimaginable que quelques dirigeants haut placés ne soient pas impliqués dans ce genre de gros trafics ? Cette découverte donne en tout cas une idée de l'ampleur de la fraude et de la corruption qui existe, et cela dans tous les domaines. Et cela fait partie du fonctionnement « *normal* » du système capitaliste.

Quand ces gens qui se succèdent au pouvoir nous font des discours sur leurs prétendues luttes contre la corruption et la fraude, c'est juste pour nous distraire. Ils arrêteront peut-être quelques gogos, histoire de montrer qu'ils sont à la manœuvre.

Quant aux malheureux qui abimeront leur santé ou qui en mourront pour avoir consommé ces poisons, ils seront présentés comme des victimes de leur propre ignorance !

LE CASSE-TÊTE DU TRANSPORT À ABIDJAN

Abidjan est une gigantesque agglomération de plus de 5 millions d'habitants. Elle ne cesse de s'étendre au fil des ans ; s'y déplacer aux heures de forte affluence relève du parcours du combattant.

Dans les quartiers ouvriers, ce sont les bus de la Sotra, les gbaka et les woro-woro qui servent de moyen de déplacement. Dans certains quartiers d'accès difficile, il y a aussi les mototaxis et les pinasses sur les voies d'eaux.

L E U R S O C I E T E

Pour être à l'heure à son lieu d'activité à 7 h, 7h30 ou 8h, il faut prendre beaucoup d'avance et être aux arrêts de bus ou aux abords des grandes voies ou passent les véhicules, déjà à partir de 5 heures du matin. Ainsi, on peut espérer avoir les premiers véhicules avant les grands embouteillages.

Le retour à la descente du boulot, c'est une autre paire de manches. Les arrêts de bus et les gares de transport en commun sont bondés. C'est tout un spectacle, ces lieux ne désemplissent pas de 17h jusqu'à 20h souvent. Il faut jouer des coudes pour monter dans un véhicule.

En plus de sa longue journée de travail, il peut passer 3h à 6h dans le transport, voire plus en fonction de l'éloignement de la distance. C'est autant d'heures arrachées à son temps de repos et de loisir.

Ce serait la moindre des choses que de faire payer ce temps perdu à nos employeurs.

LES ROBINETS D'EAU SONT À SEC DANS CERTAINS QUARTIERS D'ABOBO

Ce mois de novembre, plusieurs quartiers de la commune d'Abobo, la plus populeuse d'Abidjan, sont privés d'eau. D'Avocatier en passant par Samaké, Aboboté et Biabou, les habitants souffrent. Si dans certains quartiers l'eau n'arrive qu'à des heures tardives, dans d'autres, cela fait plusieurs semaines que les robinets ne délivrent plus d'eau.

Les habitants sont obligés de trouver des moyens de s'approvisionner en eau. Elle est transportée dans des bidons de 20 à 25 litres et vendue entre 100fr et 200fr en fonction de la distance.

Il n'y a pas longtemps, on célébrait la semaine nationale de l'eau en Côte d'Ivoire. Mais en même temps, en pleine capitale, des quartiers entiers sont privés d'eau courante. Que font les autorités pour y remédier ?

LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS, C'EST DU PIPEAU

La lutte contre le travail des enfants est à la mode aujourd'hui dans ce pays. Partout, à la télé, à la radio, dans les journaux, on n'entend que ça. Les gens du gouvernement, avec la première Dame à leur tête, n'ont que ça à la bouche. Ce qui fait courir ce beau monde, c'est la menace du gouvernement américain de boycotter le cacao ivoirien. Mais le sort des enfants qui travaillent, c'est le dernier de leurs soucis.

L E U R S O C I E T E

Il n'y a pas besoin d'aller dans les plantations de cacao pour constater la recrudescence du travail des enfants. Il suffit d'être assis dans un maquis pour être envahi par le défilé de marchands ambulants. Parmi eux, des enfants et souvent des tous petits. Certains proposent aux clients de cirer les chaussures, d'autres proposent des papiers mouchoirs, des petits colas, des œufs durs et autres friandises. Ne parlons pas des employés de maison.

Pourquoi cela ? Eh bien à cause de la misère et de la pauvreté, la plupart des travailleurs, avec les bas salaires et l'augmentation continue du coût de la vie, arrivent difficilement à assurer les charges de la famille. Résultat, les enfants doivent se débrouiller dans la rue pour survivre.

Les gens qui s'agitent là-haut sur ce sujet n'entendent pas toucher au nœud du problème. C'est comme l'adage le dit : « *le chien aboie, la caravane passe* ».

ON NE PEUT CACHER LE SOLEIL AVEC UN DOIGT

Depuis le déguerpissement, il y a quelques mois, des petits commerçants sur les trottoirs à Yopougon SIPOREX, une équipe d'autorités municipales accompagnées de policiers municipaux effectue souvent des visites surprise sur les lieux pour constater que ces commerçants n'ont pas réoccupé les lieux. Ces visites donnent lieu au jeu du chat et de la souris.

Les petits commerçants, dès qu'ils sont informés de l'arrivée des contrôleurs, remballent rapidement leurs affaires. Une fois ces derniers partis, ils se réinstallent et continuent leurs activités. Beaucoup d'entre eux se sont reconvertis en vendeurs ambulants pour ne pas risquer d'être déguerpis de nouveau. D'autres vont se réinstaller hors des grandes artères car là-bas ils seront moins visibles. Ils n'ont pas le choix ; c'est une question de survie.

Les autorités qui passent le clair de leur temps à chasser les pauvres des trottoirs se fichent éperdument du sort de ces derniers. Tant que le chômage et la pauvreté seront en montée, les déguerpissements tous azimuts ne changeront rien au problème.

RAVALER LES FAÇADES, ÇA PEUT RAPPOTER GROS !

Un certain Sanogo Mamadou, ministre de son état dans l'actuel gouvernement, a été « associé » à une « opération de ravalement de façade » d'un lycée. À cette occasion, il a déclaré : « *Pour avoir été ministre de la construction, le ravalement des façades, c'est un peu rafraichir les murs. Et rafraichir les murs, c'est rafraichir les têtes, pour que les enfants apprennent dans de bonnes conditions, afin de réussir leurs études* ». Lui en tout cas, il n'a pas besoin qu'on lui rafraîchisse les idées pour dire des choses aussi intelligentes !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.